***Madame la Ministre, l'avenir des étudiants français en kinésithérapie est en danger ! ***

Madame la Ministre,

Depuis bientôt deux ans, le projet de réingénierie de la formation initiale des kinésithérapeutes est dans une situation de blocage sans précédent. Le dernier arbitrage rendu par Mesdames FIORASO et TOURAINE, qui prévoit de **rétrograder le niveau de reconnaissance des kinésithérapeutes** au grade de Licence (son niveau de 1969), tout en nous sortant de la PACES (Première Année Commune aux Etudes de Santé), est jugé **inacceptable** par l'ensemble de la profession, et **insultant** par les étudiants en kinésithérapie qui se sentent stigmatisés comme jamais.

Cette prise de position est d'autant plus incompréhensible qu'elle va à l'encontre :

- **des attentes croissantes des Français** qui sont plus d'un million et demi par jour à avoir recours aux soins de l'un de nos 80000 consœurs et confrères ;

- **des besoins des kinésithérapeutes professionnels et étudiants** qui demandent simplement à être doté d'une formation initiale de qualité, à la hauteur de la **demande exponentielle de leurs patients**
.

Face au mépris de vos collègues et à la politique de l'autruche éhontée qu'ils mènent depuis le début de ces négociations, nous avons décidé d'en appeler à vous, Madame la ministre, pour mettre un terme à cette **situation désastreuse pour notre avenir**.

Nous nous adressons ici à la fois à la Ministre de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la recherche, mais aussi à la citoyenne, jeune ministre du gouvernement, symbole d'efficacité ministérielle et de réussite de la méritocratie républicaine.

Cette décision, si elle devait être maintenue, reviendrait à nous priver, de même que les futures générations de kinésithérapeutes, de passerelles internationales et surtout d'un accès à la recherche, conditions *sine qua non* de l'avenir d'une profession de santé.

C'est pourquoi, la profession à l'unanimité, demande une **généralisation de la PACES et une reconnaissance au grade de Master**
. Ce n'est ni par esprit corporatiste, ni par goût d'accumulation des diplômes, mais bien pour répondre aux exigences croissantes de notre métier que sont l'autonomie croissante (avec un accès direct et un droit de prescription), et l'inter-professionnalité dans laquelle le kinésithérapeute joue un rôle central !

Nous ne pouvons accepter d'être stigmatisés parmi nos confrères à travers le monde, avec cette décision qui irait à l'encontre des recommandations du WCPT (*World Confederation for Physical Therapy)*
, plaidant pour une reconnaissance au grade de Master
.

Inquiets quant à l'avenir de la profession, **la FNEK et les professionnels ont décidé de se mobiliser avec force le 5 novembre prochain à Paris**
, à l'occasion d'une manifestation sans précédent pour l'ensemble de la profession.

D'ici là, nous nous tenons à votre disposition pour vous rencontrer et échanger sur ce sujet majeur qui déterminera l'avenir professionnel de milliers de jeunes français.

Madame la ministre, **l'avenir des étudiants français en kinésithérapie est en danger**. Nous en appelons à votre engagement en faveur de l'avenir des étudiants français, et donc de la France.